

“Nous voulons être un acteur déterminant dans le Force-Covid-19”

Dans ce contexte de pandémie, l'UVS tente d'apporter son expérience dans le e-learning pour renforcer les efforts de lutte contre la crise sanitaire dans tous les domaines. Son coordonnateur, le professeur Moussa Lo, en donne les points saillants dans cet entretien.

■ LAMINE DIOUF

Comment l'Université virtuelle du Sénégal (UVS) fonctionne, depuis l'arrêt des cours dans les écoles et universités du Sénégal ? Etes-vous affecté par les mesures et comment ?

Au lendemain de la décision du chef de l'Etat de suspendre les enseignements dans les écoles et universités, nous avons pris des mesures pour diminuer le risque de contamination. D'une part, nous avons fermé les 13 espaces numériques ouverts (Eno) qui accueillent les activités des étudiants. Ensuite, le temps de présence du personnel au niveau du siège a été réduit, afin d'éviter les rassemblements. D'autre part, nous avons mis en place un dispositif pour assurer la continuité du service. Une plateforme de télétravail a été installée. Si on fait le point, entre le 14 mars et 10 avril, nous avons effectué plus de 200 rencontres tenues par le biais de ce télétravail. Au niveau pédagogique, nos enseignements se déroulent normalement sur la plateforme. Il n'y a que les activités qui nécessitent la présence des étudiants, comme les examens terminaux, qui ont été arrêtées. De même, la distribution d'ordinateurs pour les nouveaux bacheliers que nous

devions effectuer à partir du 16 mars, n'a pas pu se tenir.

Quelle est l'engagement de l'UVS dans l'effort national de lutte contre la pandémie ?

Nous menons beaucoup d'activités de service à la communauté, en accompagnant les structures qui sont engagées dans la lutte contre la Covid-19. C'est le cas avec le Centre des opérations d'urgence sanitaire (Cous) pour qui on a mis en place une plateforme de télétravail, tout en les accompagnant dans la production de contenus de sensibilisation. Il y a aussi la mise à disposition de notre expertise dans le e-learning en faveur des autres universités Alioune Diop de Bambey et Amadou Mackhtar Mbow, pour le fonctionnement de l'enseignement à distance. Nous accompagnons le ministère de l'Education nationale dans le cadre du projet "Apprendre à la maison". Nous avons aussi un partenariat avec Orange, par lequel nous avons mis en libre accès, sur e-formation. uvs.sn, une bonne partie de nos ressources numériques pour le grand public. Il suffit juste d'avoir un Pass éducation pour y accéder. A partir de la semaine prochaine, nous allons exploiter notre plateforme pour faire de l'animation scientifique pour le grand public, en organisant des panels en ligne

autour de la situation liée à la Covid-19.

Est-ce que l'UVS aura besoin d'être intégrée comme bénéficiaire du Force-Covid-19 ?

Nous nous positionnons comme un acteur qui se veut déterminant dans le Force-Covid-19, en mettant à la disposition de l'Etat notre expertise et nos moyens. Néanmoins, pour permettre de jouer notre rôle de locomotive, un appui de l'Etat pour le renforcement de notre dispositif technologique sera le bienvenu.

En cette période de semi-confinement, le e-learning revient beaucoup au-devant de la scène. Pensez-vous que le gouvernement puisse jouer sur cette corde pour continuer l'enseignement général ?

Oui. Je pense que la situation provoquée par la pandémie Covid-19 donne raison au président Macky Sall d'avoir pensé à créer, en 2013, une université numérique dont l'un des objectifs majeurs était la démocratisation de l'enseignement supérieur en s'appuyant sur le numérique. Sous ce rapport, je pense que le e-learning reste, en ce moment, une bonne alternative pour continuer les activités de l'enseignement-apprentissage aussi bien dans les structures du



ministère de l'Education nationale que dans les autres corps d'enseignement.

Quelles conseils pouvez-vous proposer aux autorités pour permettre aux étudiants (de manière générale) de continuer leurs cours en ligne ?

Il faut d'abord insister sur la sensibilisation pour ce canal d'apprentissage, car il s'agit d'un changement de paradigme pour beaucoup. Maintenant, il faut aussi favoriser l'accès à la connectivité pour permettre aux apprenants de pouvoir continuer à suivre leurs enseignements. C'est le lieu d'inviter les entreprises évoluant dans ce domaine à accompagner le gouvernement pour un accès gratuit aux plateformes de formation.

Le ministère de l'Education nationale a annoncé le lancement d'une chaîne de télé-éducation. Pensez-vous que cela puisse être une bonne solution ?

Il faut utiliser toutes les options pour continuer les enseignements. Nous

vivons une crise. Dans les ménages, la télévision est un média beaucoup plus accessible que les cours avec ordinateur. On n'a pas besoin d'être formé pour utiliser son téléviseur, comme cela peut être nécessaire pour un ordinateur. Une fois que les contenus sont disponibles, l'important reste que les apprenants soient encadrés par les parents.

Croyez-vous à l'éventualité d'une année blanche ?

Personnellement, je salue la posture du ministre de l'Education nationale sur cette question (Mamadou Tall s'est prononcé en écartant la possibilité). Une année blanche n'est pas souhaitable. Et tous les acteurs du sous-secteur de l'enseignement doivent accompagner cette position du gouvernement. C'est dans cet optique que, dès le départ, nous nous sommes engagés à apporter notre expérience dans le cadre du numérique éducatif à l'école sénégalaise.

Depuis 2013, quelle lecture faites-vous de l'évolution de l'UVS dans la formation au Sénégal ?

L'UVS, c'est 35 000 étudiants. La deuxième université en termes d'effectif, après l'université Cheikh Anta Diop. Sur l'accès à l'enseignement supérieur, l'UVS a déjà fait ses preuves. Cinquante pour cent de notre effectif est constitué des jeunes femmes et l'inclusion est territoriale, avec 48 % de nos étudiants issus des départements où aucune autre université publique officielle. L'offre de formation a été beaucoup étoffée, intégrant des filières d'avenir comme l'Intelligence artificielle ou encore le Big Data, entre autres. Nous avons montré que le Sénégal était capable de développer des formations diplômantes initiales à distance de masse. ■